

Tartagueule

à la récré



N° 157 Juin 2023 - Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain avec le soutien de la CNT-PTT

FAIRE FACE AU ROULEAU COMPRESSEUR LIBÉRAL

Le mouvement contre la réforme des retraites s'est montré extrêmement fort avec les grèves, les journées d'action et de mobilisation historiques, mais aussi les actions de blocage et de reconduction, qui auraient dû faire plier le pouvoir. Mais Macron et son gouvernement ont décidé de piétiner toutes les formes de contre-pouvoir pour entrer dans une phase de « passage en force permanent »... Malgré la promulgation de la loi, la lutte continue car nous devons faire face au rouleau compresseur des multiples projets libéraux, notamment dans l'éducation.

Le « Pacte » et la libéralisation de l'école publique

En ce qui concerne l'éducation, le principal danger tient aujourd'hui dans la multiplication des projets qui convergent vers la volonté (réaffirmée par Macron qui fait de l'école une des priorités de son quinquennat) de casser ce qu'il reste de l'école publique.

Que ce soit les rapports de la cour des comptes et du conseil supérieur des programmes, la proposition de loi du sénateur Brisson, ou les logiques sous-tendues du « Pacte », tout pointe vers le morcellement du service public d'éducation via l'autonomie des établissements, l'explosion des inégalités (aussi bien des conditions de travail que des salaires) et la mise en concurrence à tous les niveaux des personnels, accompagnée du déploiement des politiques managériales autoritaires avec par exemple le recrutement et les primes à la volonté de la direction. Il ne faut jamais cesser de le rappeler, ces primes ne sont pas du salaire, elles ne permettent pas de cotiser car elles sont exclues du calcul des pensions de retraites.

L'enchâssement des décisions sur le « Pacte » avec la réforme des retraites tombe à pic pour le confirmer, après les 3,5 % d'augmentation de cet été, le gouvernement a prévu de geler le point d'indice pour les 4 prochaines années et se sert de la baisse programmée de nos pensions de retraites pour faire des économies. D'après les projections du COR concernant l'inflation, les retraites des fonctionnaires devraient baisser de 13% en valeur réelle d'ici 2030. Pour le reste des annonces concernant le « Pacte », tous les syndicats de l'éducation refusent la logique du « travailler plus », constatant que la profession est déjà en burn out chronique. Personne n'appelle « revalorisation » une hausse des primes ne couvrant même pas les prévisions d'inflation pour l'année qui vient. Aucun doute non plus sur le fait que la distribution de primes et de missions par les chefs entre les différent·e·s collègues accentuera la division des équipes, le copinage et le ressentiment. Un climat de travail à l'opposé du bien-être et de l'efficacité professionnelle se construit sous nos yeux. Tous les ingrédients d'une potion toxique sont réunis dans ce « Pacte » : passage d'une logique de métier à une logique de tâches morcelées en missions distribuées sous forme de contrats divers, divisions des personnels par les primes et les

parcours professionnels « individualisés », instauration de multiples hiérarchies dotées d'un pouvoir de rémunération et de contrôle, passage d'une logique de sécurisation des carrières et des conditions de travail à une logique de précarisation (flexibilité) et de mise en scène de son propre travail pour qu'il soit « valorisé »...

Le « Pacte » c'est le foutage de gueule salarial et managérial !

La vie sous régime capitaliste étant tristement plus facile lorsque l'on a un peu de liberté pécuniaire, la CNT revendique bien-sûr des augmentations de salaires massives (personne ne devrait être rémunérée en dessous de 2000 euros), et inversement proportionnelles aux salaires actuels, par une refonte complète des grilles indiciaires, afin de sortir de la précarité les moins bien rémunéré·es d'entre nous, tout en augmentant les entrées de cotisations pour financer les différents régimes de la Sécurité sociale.

Mais le salaire n'est qu'un levier au sein d'un rapport de force plus large entre la classes exploitantes et classes exploitées, et ne constitue pas en soi un horizon révolutionnaire. C'est pourquoi la CNT se bat pour un système éducatif autogestionnaire basé sur l'émancipation de tout les corps concernés, des élèves aux enseignant·es, en passant par les AED, les AESH et les parents. En ce sens, et au-delà de la situation salariale, nous revendiquons la nécessité de la titularisation de toutes les travailleur·euses de l'éducation afin de combattre la précarisation rampante de notre système éducatif et plus largement de notre société, précarisation qui de tout temps fut une laisse au cou des classes laborieuses, précarisation que ce nouveau « Pacte » a pour clair objectif d'accentuer.

Nous appelons donc au boycott de toute cette mascarade. Dans les salles des profs, des maître·ses, en réunions syndicales, en AG, refusons d'entrer dans le « Pacte », refusons de nous laisser diviser, pour exiger des salaires décents à la place, pour toutes et tous, et maintenant ! Les collègues qui accepteraient ce pacte participeront directement à une attaque frontale contre nos conditions de travail et de rémunération, à la dégradation de la qualité de l'enseignement, à la mise à mort de toute possibilité de travail en équipe par la création de relations délétères dans les écoles et les établissements, même si bien évidemment, la première responsabilité de cette politique revient directement au gouvernement qui organise cyniquement la faillite de l'école publique par le minage organisé de nos conditions de travail et de rémunération.

Pour une école égalitaire, libre et émancipatoire, affirmons la nécessité d'un autre modèle éducatif en rejetant le Pacte !

NON, MACRON N'EST PAS DE DROITE !

Avec l'annonce de la Réforme du Lycée pro (LP), Macron semble avoir pris toutes les grandes centrales syndicales de court. Bureau des entreprises, doublement des périodes de stage en terminale, part belle à l'apprentissage en imposant la mixité des publiques (dans une même classe des élèves en initiale et des élèves en apprentissage) et en point d'orgue : la « gratification » des périodes de stage assuré par l'État !

On nous l'assure, c'est la garantie que les jeunes vont tous pouvoir accéder au marché de l'emploi !

Ahhh l'emploi, mais quel emploi ? En vérité, cette réforme est une offrande faite au patronat. Loin de vouloir améliorer un système à bout de souffle, Macron joue les fossoyeurs de fonctionnaires en laissant entrer un peu plus les entreprises dans l'école. En effet, les branches professionnelles, qui étaient déjà partie prenante dans la rédaction des programmes, ont maintenant la charge de guider la carte des formations (sous l'œil bienveillant du Recteur).

Avec le bureau des entreprises, ce sont des collègues fonctionnaires qui sont chargés d'entretenir le lien avec les branches professionnelles. De toutes façons, avec la sortie des dispositifs d'éducation prioritaire et les référentiels sans cesse revus à la baisse, les dés sont jetés depuis longtemps.

Alors oui, des pertes de poste, des collègues recasés dans le primaire ou dans l'administratif, mais surtout, quel projet de société ?

Des élèves issus majoritairement des classes moyennes et défavorisées, offert-és à la précarité et qui vont voir un plafond de verre s'épaissir. Avec des

référentiels appauvris et des élèves jetés dans l'apprentissage, quelles seront les chances pour elleux d'accéder aux études supérieures ? Prolétaire, reste à ta place et garde bien tes enfants.

Vous me direz « ouais mais ils vont être payés pendant les stages ! dites donc les anars, vous râlez quand y a du social ? Vous auriez pas viré à droite ???? »

Pour y répondre, posons les situations :

- Avant, les élèves allaient en stage gratuitement, et étaient considérés comme stagiaires. Ils faisaient des stages subalternes et les entreprises, sur leurs fonds propres, avaient le droit de les payer ou non (comme souvent). Le patronat profite de nos élèves et le tout était très clairement injuste.
- Aujourd'hui, les élèves vont en stage, bossent contre une rémunération médiocre (5 fois inférieure au smic), les entreprises s'enrichissent et c'est l'État qui paye. Soit du dumping social, orchestré par le gouvernement...

Avec cette réforme, Macron s'improvise boucher de notre jeunesse. Il livre nos élèves (mineur-es pour bon nombre) au patronat et prend en charge leur rémunération pendant que les entreprises en profitent pour faire du profit. Il organise la mise en concurrence des travailleurs et des stagiaires en faisant miroiter, bras d'honneur suprême, un « coup de pouce » pour les précaires !

En offrant les élèves de LP aux entreprises, il réalise une grande nationalisation tout en garantissant tous les profits au patronat.

***Donc non, Macron n'est pas de droite,
Macron est un Maoïste néolibéral !***

LA JEUNESSE AU GARDE À VOUS !

La réforme du bac, parcoursup, la réforme du lycée pro qui arrive, et bien-sûr la sempiternelle répression policière lors des blocages des lycées... c'est autant de moyens de mettre la jeunesse au pas. Le Service national universel (SNU) est bien une autre attaque supplémentaire qui vise à inculquer un esprit d'obéissance et de soumission à la jeunesse.

L'uniforme, les parcours du combattant, les formations sur la défense et la sécurité intérieure, les levers de drapeaux au son de la Marseillaise... voilà le kit d'endoctrinement qui permet de banaliser le rôle de l'armée durant 12 jours de la rentrée prochaine. Pour faire la pub de ce service militaire relooké, le gouvernement a lancé la tournée de sa caravane de promotion à travers toute la France, en plein mouvement des retraites.

De mars à juin, il n'y a pas une ville où elle a tenu face aux manifestant-e-s venus en nombre exprimer leur opposition à ce projet de mise au pas de la jeunesse comme le 26 mai dernier à Lyon. Le gouvernement a pour l'instant reculé sur l'obligation du SNU mais l'objectif est bien de le rendre obligatoire. Dès la rentrée prochaine, le SNU devrait être généralisé progressivement par le lycée et des classes à projet. Les personnels de lycée qui engageront leur classe sur 12 jours de caserne seront « récompensés par le pacte » et les élèves volontaires auront des avantages dans parcoursup... De plus, la mise en place du SNU coûterait au moins 2 milliards d'euros par an, payé par l'éducation nationale au bénéfice des militaires. Des milliards qui seraient bien plus utiles pour les services publics de l'Éducation !



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent-e-s et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

